

# JOURNAL OFFICIEL

## DE LA

# RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

## DE

# MAURITANIE

**BIMENSUEL,**  
*Paraissant les 15 et 30*  
*de chaque mois*



**13 Jomada I 1414**  
**30 Octobre 1993**

**35<sup>e</sup> année**

## Sommaire

### I. - LOIS ET ORDONNANCES

### II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DECISIONS

#### Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

##### *Actes réglementaires*

26 septembre 1993 ... Arrêté n° R 133 portant classement d'espaces vitaux pour 19 agglomérations rurales de la moughatan de R'Kiz. ....

##### *Actes divers*

19 août 1993 ... Décret n° 93-94 portant nomination de certains fonctionnaires. ....

26 septembre 1993 ... Arrêté conjoint n° R 134 portant modification de l'arrêté conjoint n° R 115 du 3 août 1993 portant nomination des présidents des commissions de révision des listes électorales au niveau communal. ....

10 octobre 1993 ... Arrêté n° 430 portant révocation de deux (2) gardes nationaux. ....

17 octobre 1993 ... Arrêté n° 435 portant renouvellement de disponibilité d'un fonctionnaire. ....

19 octobre 1993 ... Décision n° 1312 portant attribution et homologation du diplôme du cours supérieur de la Gendarmerie Nationale (EOGN) France. ....

#### Ministère des Finances

##### *Actes réglementaires*

7 septembre 1993 ... Arrêté conjoint n° 12-18 portant organisation de l'Agence de recouvrement des créances en charge par l'Etat. ....

- 29 septembre 1993 ... Arrêté n° R - 135 fixant le contrôle douanier des moyens de paiement transportés par les v  
 23 octobre 1993 ... Arrêté n° R - 144 fixant les modalités d'attribution d'une prime de rendement au personnel  
 de Recouvrement des Créances Bancaires prises en charge par l'Etat. ....

#### Ministère du Plan

##### Actes divers

- 23 octobre 1993 ... Décret n° 93-105 portant agrément de la Société Mauritanienne de Biscuitieriet de Repre  
 au régime des entreprises prioritaires du code des investissements. ....

#### Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

##### Actes réglementaires

- 30 septembre 1993 ... Arrêté n° R - 136 portant fermeture de zone de pêche en 1993. ....  
 2 octobre 1993 ... Arrêté n° R - 137 portant création d'un comité technique de supervision du projet de nomina  
 de la Pêche Artisanale de la Baie du Repus" à Nouadhibou. ....

#### Ministère des Mines et de l'Industrie

##### Actes divers

- 2 octobre 1993 ... Arrêté n° R - 138 portant autorisation d'installation d'une unité industrielle à Nouakchot  
 19 octobre 1993 ... Arrêté n° R - 143 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de yaourt e

#### Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

##### Actes réglementaires

- 20 septembre 1993 ... Arrêté n° R - 130 portant création, composition et attribution du comité technique perma  
 de coordination Etat / privées. ....

#### Ministère de l'Équipement et des Transports

##### Actes divers

- 19 octobre 1993 ... Arrêté n° 437 constatant la réintégration d'un fonctionnaire à l'issue d'une disponibilité.

#### Ministère de l'Éducation Nationale

##### Actes réglementaires

- 23 octobre 1993 ... Décret n° 93-106 portant reorganisation de l'Institut Pédagogique National (IPN). ....

##### Actes divers

- 2 octobre 1993 ... Arrêté n° 419 portant modification de l'arrêté n° 519 du 21 juillet 1990 portant nomina  
 de service à l'Institut Supérieur Scientifique. ....

#### Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

##### Actes réglementaires

- 20 septembre 1993 ... Arrêté n° R - 131 portant création d'une commission mauritanienne consultative des Mus

##### Actes divers

- 5 octobre 1993 ... Décret 93-103 portant nomination de certains fonctionnaires et agents aux postes au M  
 de la Culture et de l'Orientation Islamique. ....

#### Secrétariat d'Etat Chargé de l'Etat - Civil

##### Actes réglementaires

- 10 octobre 1993 ... Arrêté n° R - 140 fixant les attributions des coordinateurs régionaux. ....

#### Délégation Générale chargée des Mauritanien à l'Etranger et de l'In

##### Actes divers

- 3 octobre 1993 ... Arrêté n° 421 portant nomination du président et des membres de la commission de parer  
 des marchés de la Délégation Générale chargée des Mauritanien à l'Etranger et de l'In

### III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

### IV - ANNONCES

## II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

## ACTES RÉGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R - 133 du 26 septembre 1993 portant classement d'espaces vitaux pour 19 agglomérations rurales relevant de la moughataa de R'Kiz.**

ARTICLE PREMIER. Sont fixés et classés, les espaces vitaux pour les agglomérations rurales dont les noms suivent :

1 -	Trig A noua	59 ha
2 -	Amara	40 ha
3 -	Bir Salam	60 ha
4 -	Mechrou Sidi	18 ha
5 -	Lemleigue	24 ha
6 -	Lexeiba	95 ha
7 -	Tekane	78 ha
8 -	Oum Sleiman	25 ha
9 -	Sokan	12 ha
10 -	Gourel Salde	54 ha
11 -	M'Barwadi	29 ha
12 -	Dar Salama	69 ha
13 -	Beguemoine	65 ha
14 -	Awleigue	68 ha
15 -	N'Kheile	13 ha
16 -	B'Ilere	41 ha
17 -	Oum El Koura	145 ha
18 -	Lemharria	16 ha
19 -	Gani	39 ha

ART.2. - Les limites exactes de chaque espace vital feront l'objet d'un plan de bornage qui sera mis en conservation à la direction des Domaines et de l'Enregistrement.

ART.3. - Le Wali du Trarza est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## ACTES DIVERS

**DÉCRET n° 93-94 du 19 août 1993 portant nomination de certains fonctionnaires.**

ARTICLE PREMIER. - Sont nommés au Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications;

## ADMINISTRATION TERRITORIALE:

*Wali du Hodh Charghy*

- Dah ould Abdel Jelil, Administrateur Civil, matricule 43 885A, en remplacement de Mohamed Mahmoud ould Ahmed appelé à d'autres fonctions.

*Wali du Hodh*  
Hassane ould Ma  
Civil, matricule 10  
Abou Moussa Di  
fonctions

*Wali de l'*  
N'Diaye Kane Ma  
Civil, matricule 30  
Mohamed ould Abe  
d'autres Fonctions

*Wali da*  
Mohamed ould Di  
matricule 15616Y  
Hassane ould Ma  
fonctions.

*Wali du*  
Mohamed Lemine  
professeur, en  
Abdarrahmane Ou  
fonctions.

*Wali da*  
Mohamed Mah  
Administrateur Ci  
remplacement de  
appelé à d'autres fo

*Wali du*  
Mohamed ould  
Administrateur Ci  
remplacement de  
appelé à d'autres fo

*Wali du G*  
Yahya ould  
Administrateur Ci  
remplacement de  
a d'autres fonctions

*Wali du Ti*  
Isselmou ould Ab  
Civil, matricule 10  
Mohamed Lemine  
a d'autres fonctions

*Wali de*  
Abou Moussa Dia  
matricule 41 646  
Yahya ould Sid  
d'autres Fonctions.

*Wali de N*  
Kaba ould Elewa,  
18 396U, en rem  
Abdel Jelil, appelé

ART.2. - Le présent décret qui prend effet à compter de la date de prise de service des intéressés, sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ CONJOINT n° R - 134 du 26 septembre 1993 portant modification de l'arrêté conjoint n° R - 115 du 3 août 1993 portant nomination des présidents des commissions de révision des listes électorales au niveau des moughataas.**

ARTICLE PREMIER. L'article 1er de l'arrêté n° R - 115 du 3 août 1993 portant nomination des présidents des commissions de révision des listes électorales au niveau des moughataas est modifié ainsi qu'il suit :

**WILAYA DU HOÛCH CHARGHI**  
**Moughataa de Timbedra**

Lire :

Mohameden ould Tah ould Elouma en remplacement de Mohamed Ainina ould Ahmed ould Hadi

*Moughataa*

Mohamed Ainina  
en remplacement  
Abdallahi

Le reste sans changement

ART.2. - Le Wali du HoÛch Charchi, en l'exécution du présent arrêté, publiera au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 430 du 17 octobre 1993 portant révocation de deux (2) gardes nationaux.**

ARTICLE PREMIER. Sont révoqués de la Garde Nationale pour faute grave les gardes nationaux dont les noms, grades et matricules figurent au tableau ci-dessous :

Noms & prénoms	Grade	Mle	Position	Date d'effet
Mohamed o/ Delahy	G/1 Ech.	5606	GEMOC 1	30/6/93
Mohamed ould Aly	G/1 Ech.	5647	GR 5	31/8/93

ART.2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 435 du 17 octobre 1993 portant renouvellement de disponibilité d'un fonctionnaire.**

ARTICLE PREMIER. Est renouvelée pour une période d'une année la disponibilité initialement accordée à M. Moctar M'Bareck o/ Ahmed Cheikh attaché d'administration générale de 2° CL, 3° échelon (indice 670) depuis le 1/8/88 et ceci à compter du 15 juillet 1991.

ART.2. - L'intéressé devra solliciter sa réintégration au moins deux mois avant l'expiration de la période précitée.

ART.3. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**DÉCISION n° 1312 du 17 octobre 1993 portant attribution et homologation des diplômes de l'École supérieure de l'École des Cadres Nationaux (EOGN) Française.**

ARTICLE PREMIER. Le diplôme de l'École de la Gendarmerie Nationale est attribué ainsi qu'il suit et les noms, grades et matricules figurent au tableau ci-dessous :

Noms & prénoms	Grade
Belmaaly o/ Sidi o/ Amar	Lieutenant
Dahy o/ El Mamy	Lieutenant

ART 2. - Le diplôme sus - référencié est admis en équivalence au Brevet de capitaine de l'Ecole Militaire Inter - Armée (EMIA) d'Atar

ART.3. - La présente décision est prise en Conseil Officiel de la République Islamique de Mauritanie

### Ministère des Finances

#### ACTES REGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ CONJOINT n° 1218 du 7 septembre 1993**  
portant organisation de l'Agence de recouvrement des créances bancaires prises en charge par l'Etat

ARTICLE PREMIER - L'Agence de recouvrement des créances bancaires prises en charge par l'Etat est organisée de la façon suivante :

- 1 Direction
- 1 Service Trésorerie et Comptabilité
- 1 Service Engagements et Analyses
- 1 Service Recouvrement

ART 2. - La Direction

Le directeur de l'Agence jouit de toutes les prérogatives prévues par les articles 3, 4 et 5 du décret n° 93 - 95 du 21 août 1993 portant création de l'Agence de Recouvrement des Créances Bancaires prises en charge par l'Etat.

Il est investi des pouvoirs les plus étendus en matière d'organisation interne des services

A ce titre et en application des dispositions de l'article 4 du décret 93 - 95 du 21 août 1993, il a par le présent arrêté délégation conjointe du ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie pour :

arrêter les conditions des moratoires et des garanties s'y rattachant ; de transiger, adhérer à des concordats amiables ou judiciaires et accorder les réductions ou remise d'intérêt. Les réductions, remises, bonifications de toute nature consenties dans le cadre d'un protocole d'accord ou d'un règlement immédiat doivent être fonction des critères suivants :

- versements immédiats ;
- durée du rééchelonnement
- Garanties données ;
- Capacité du débiteur.

Les sacrifices consentis par l'Agence doivent donc être équilibrés par des avantages réels procurés par le débiteur.

La délégation de pouvoir ne peut concerner le principal de la créance sauf dérogation du ministre des Finances et du Gouverneur de la Banque Centrale de Mauritanie.

Le directeur de l'Agence peut être secondé dans sa tâche par un fondé de pouvoir auquel il déléguera les tâches qu'il juge nécessaires.

Le fondé de pouvoir sera nommé par arrêté conjoint du ministre des Finances et du Gouverneur de la BCM sur proposition du directeur de l'Agence.

ART. 3 - Le service Trésorerie et Comptabilité a pour mission de :

- recevoir tous les versements et établir les quittances ;
- exécuter toutes les dépenses de l'Agence et du budget de l'Agence ;

A ce titre :

- Il centralise les opérations de trésorerie de nature ;
- procède au recouvrement des créances par les clients et clients de l'Agence ;
- tient au jour le jour le compte de la caisse et en banque ;
- procède, le dernier jour de chaque mois, au versement des fonds encaissés durant le mois ;
- établit les "Relevés mensuels des créances bancaires prises en charge par l'Agence" auprès de la BCM ;
- suit comptablement les opérations effectuées mensuellement ;
- établit les prévisions de trésorerie et plus généralement de l'Agence ;
- que le directeur de l'Agence peut confier

ART. 4 - Le service Engagements et Analyses a pour mission :

- d'assurer la garde des dossiers ;
- de les préserver de la prescription, la dérogation, la garantie et de procéder à l'effet ;
- de collecter et de transmettre les informations sur les engagements ;
- de suivre les engagements ;
- d'assurer la garde des valeurs et titres et des archives ;
- d'assurer la garde des archives ;
- de s'occuper à tout moment avec les administrations et plus généralement de l'Agence ;
- que le directeur de l'Agence peut confier.





- b- employer et assurer la formation des cadres, agents de maîtrise et main d'œuvre mauritanienne ;
- c- se conformer aux normes de qualité nationale ou internationale applicables aux biens et services objet de son activité ;
- d- se conformer aux normes de sécurité internationale ;
- e- disposer d'une organisation comptable conforme aux dispositions législatives et réglementaires ;
- f- respecter les dispositions réglementaires relatives au dépôt des accords et contrats portant sur des titres de propriété industrielle ou d'acquisition de technologie ;
- g- fournir les informations devant permettre de contrôler le respect des conditions d'agrément et le suivi des activités de production et de services ;
- h- remplir les obligations fiscales conformément aux dispositions du présent décret ;
- i- la partie exonérée des bénéfices prévue à l'article 2 alinéa (b) doit être réinvestie dans un délai maximum de 3 ans dans l'entreprise ou dans des participations à d'autres entreprises au titre d'un programme d'investissement agréé ; les sommes à réinvestir doivent être inscrites année après année dans un compte de réserves spéciales du bilan intitulé "réserves d'investissement".

En particulier, la SMBR est tenue de présenter à la direction de l'Industrie et à la direction générale des Impôts le bilan et le compte d'exploitation certifiés par des experts agréés en Mauritanie en double exemplaire dans les quatre (4) mois suivant la clôture de chaque exercice.

ART. 4. - Les matériels, matériaux, biens d'équipement et pièces de rechange visés à l'article 2 alinéa (a) ci dessus sont ceux de la liste annexée au présent décret.

ART. 5. - Le délai d'installation est fixé à trois (3) ans à compter de la date de signature du présent décret.

ART. 6. - La date de mise en service constatée par arrêté conjoint de l'Industrie et des Finances.

ART. 7. - La SMBR est tenue d'employer cinq (5) travailleurs pour l'étude de faisabilité.

ART. 8. - La société bénéficie du titre II de l'ordonnance n° 88 portant code des investissements.

ART. 9. - La durée des avantages ci dessus ne peut être prolongée.

ART. 10. - Les biens ayant fait l'objet de droits et taxes à l'entrée ci dessus ne peuvent être cédés sans l'autorisation expresse et écrite du chargé des Finances après avis de la Commission Nationale des Investissements.

ART. 11. - Le non respect de l'article 2 du décret et de l'ordonnance n° 88 portant code des investissements, après avis de la Commission Nationale des Investissements, le retrait de l'agrément se traduira par le remboursement du montant des droits et impôts et allégements fiscaux obtenus, à l'écoulement de la soumission au régime de droit commun à partir de la date de retrait de l'agrément.

Il sera, en outre, fait application des dispositions prévues par le décret 85 portant application de l'ordonnance n° 84 du 1er janvier 1984 soumettant à l'agrément préalable l'exercice d'activités industrielles.

ART. 12. - Les ministres de l'Industrie et des Finances se concertent, pour tout ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel.

#### Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime

##### ACTES RÉGLEMENTAIRES

ARRÊTÉ n° R - 136 du 30 septembre 1993 portant fermeture de zone de pêche en 1993.

ARTICLE PREMIER. - La zone de pêche mentionnée à l'article 12, alinéa F du décret n° 89 - 100 du 26/07/89 portant règlement général d'application de l'ordonnance n° 88 - 144 du 30 octobre 1988 portant code des pêches maritimes est fermée au chalutage pour la période allant du 1er octobre au 31 décembre de l'année 1993.

Il s'agit de la zone à l'intérieur des points suivants :

20° 46' N	17° 03' W
19° 50' N	17° 33' W
16° 21' N	16° 45' W

ART. 2. - Pendant la période du 1er octobre 1993 de l'année 1993, les zones de pêche aux pots et autres pièges sont les zones où le chalutage est autorisé conformément à l'article 24 de l'ordonnance n° 88 - 144 portant code des pêches maritimes.



ART. 3. - Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, le directeur de la Pêche Industrielle et le directeur de la Commande de Pêche sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° R - 137 du 2 octobre 1993 portant création d'un comité technique de supervision du projet dénommé "Projet de Port de la Pêche Artisanale de la Baie du Repos" à Nouadhibou.**

ARTICLE PREMIER. - Il est créé, auprès du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime un comité technique de supervision du projet dénommé "Projet de Port de la Pêche Artisanale de la Baie du Repos" à Nouadhibou, financé par le Fonds Arabe de Développement Economique et Social (FADES), suivant convention de prêt n° 178/86 du 16 décembre 1986.

ART. 2. - Le comité technique de supervision se compose ainsi qu'il suit :

*Président :* Mohamed Fadel ould Cheikh Saad Bouh, directeur de la Pêche Artisanale

*Membres :*

- Cheikh ould Sid'Ahmed, directeur des Travaux Publics ;
- Mohamedou ould Dahane, chef de service des Investissements au ministère du Plan.

Le secrétariat du comité est le projet "Projet de Port de la Baie du Repos" à Nouadhibou. Les procès-verbaux sont soumis au Comité Technique de Supervision moins les signatures du secrétaire et d'un membre.

ART. 3. - Le comité technique a pour objet de superviser l'exécution, de coordonner et de contrôler son déroulement. Le comité technique de supervision se réunira pour faire au ministre des Pêches et de l'Economie Maritime, toute recommandation favorable à la bonne exécution du projet, sous réserve des stipulations du marché n° 15 août 1992.

ART. 4. - Le comité technique se réunira tous les deux mois en session ordinaire, de besoin, sur convocation du président.

ART. 5. - Les procès-verbaux des réunions sont soumis au ministre des Pêches et de l'Economie Maritime, au ministre du Plan et au ministre des Transports.

A cette occasion, le ministre de l'Economie Maritime peut adresser les directives qu'il juge utiles.

ART. 6. - Le secrétaire général du ministère des Pêches et de l'Economie Maritime est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### Ministère des Mines et de l'Industrie

#### ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° R - 138 du 2 octobre 1993 portant autorisation d'installation d'une unité industrielle à Nouakchott.**

ARTICLE PREMIER. - La Société Kaédienne d'Importation - Exportation et de Transport (SOKIMET) est autorisée à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité industrielle de production de jus de fruits et de boissons non alcoolisées, conformément aux dispositions de l'article 1er du décret 85 161 du 31/7/1985.

ART. 2. - La Société Kaédienne d'Importation - Exportation et de Transport (SOKIMET) est tenue d'employer 12 travailleurs permanents.

A cet effet, elle doit présenter au ministère chargé de l'Industrie dans les trois (3) mois suivant la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation lui sera retirée.

ART. 3. - La date de mise en exploitation prévue à l'article 2 ci-dessus est soumise au ministère chargé de l'Industrie et du projet.

ART. 4. - La Société Kaédienne d'Importation - Exportation et de Transport se soumettra à tout contrôle de l'Industrie et de l'Energie. Elle est tenue, en outre, de respecter les dispositions du décret n° 85 161 du 31/7/1985 et de l'application de l'ordonnance subordonnant l'exercice des activités industrielles à autorisation.

ART. 5. - Le secrétaire général du ministère de l'Industrie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° R - 143 du 19 octobre 1993 portant autorisation d'installation d'une unité de fabrication de yaourt et vinaigre à Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER .** Les Ets Ahmed Beddy sont autorisés à compter de la date de signature du présent arrêté à installer une unité de fabrication de yaourt et vinaigre à Nouakchott conformément aux dispositions de l'article 1er du décret 85.164 du 31/7/1985.

**ART. 2. -** Les Ets Ahmed Beddy sont tenus d'employer 12 travailleurs permanents.  
A cet effet, ils doivent présenter au ministère chargé de l'Industrie dans les trois (3) mois suivant la date de mise en exploitation de l'usine, le document de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale attestant l'emploi de ces travailleurs, faute de quoi l'autorisation leur sera révoquée.

**ART. 3. -** La date de mise en exploitation prévue à l'article 2 ci-dessus doit être soumise au ministère chargé de l'Industrie pour approbation.

**ART. 4. -** Les Ets Ahmed Beddy sont tenus de soumettre à tout contrôle de l'Industrie, de respecter les dispositions de l'arrêté du 11 juillet 1985 portant application de la loi n° 020 du 22/01/84.

**ART. 5. -** Le secrétaire général de l'Industrie et de l'Commerce est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Ministère du Développement Rural et de l'Environnement**

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

**ARRÊTÉ n° R - 130 du 20 septembre 1993 portant création, composition et attribution du comité technique permanent de la cellule de coordination Etat/privés.**

**ARTICLE PREMIER .** Il est créé un comité technique permanent de la cellule de coordination Etat/privés, dont la composition et les attributions sont définies ci-dessous.

**ART. 2. -** Placé sous la présidence du conseiller technique chargé du suivi des campagnes, de la promotion du mouvement associatif et du secteur privé, le comité technique permanent de la cellule de coordination Etat/privés comprend les membres suivants :

- le conseiller économique chargé de la planification MDRE
- le directeur du développement des ressources agro-pastorales MDRE
- le directeur général de la SONADER
- le directeur général de l'UNCAEM
- 1 représentant de la CGEM
- 4 représentants de la Fédération des Agriculteurs et Éleveurs de Mauritanie.

Outre ces membres, le comité technique permanent peut, dans le cadre de ses activités faire appel à toute autre personne dont la présence est jugée nécessaire.

**ART. 3. -** Le comité technique permanent a pour mission :

- de constituer un cadre de concertation pour l'identification et l'étude de l'ensemble des contraintes qui se posent aux opérateurs privés intervenant dans le secteur du développement rural et de l'environnement et de proposer tous les éléments de solution visant à la levée de ces contraintes ;

- l'organisation de l'agro-industrie

- d'initier toutes les actions favorisant la prise en compte du secteur privé de l'agriculture, du développement rural et de l'environnement

- d'établir un dialogue pluriannuel pour le développement privé dans le secteur rural et de l'environnement

- d'informer et de conseiller les opérateurs privés et le Gouvernement sur les aspects du développement en général et du secteur privé en particulier

**ART. 4. -** Le comité technique permanent de coordination Etat/privés est présidé par le directeur du développement rural et de l'environnement.

Le secrétariat est assuré par un comité technique permanent, placé sous l'autorité du comité technique, pour la coordination Etat/privés.

**ART. 5. -** Le secrétaire général du Développement Rural et de l'Environnement est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère de l'Équipement et des Transports

## ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° 437 du 19 octobre 1993 constatant la réintégration d'un fonctionnaire à l'issue*

ARTICLE PREMIER - Est constaté à compter du 1er janvier 1993 la réintégration de M. [nom] ingénieur adjoint des techniques du Génie Civil et des Techniques Industrielles de 2<sup>ème</sup> classe (indice 810) depuis le 18/09/89 à l'issue de sa disponibilité accordée par arrêté n° 446 du 5/9/89 susvisés.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère de l'Éducation Nationale

## ACTES REGLEMENTAIRES

*DÉCRET n° 93 - 106 du 23 octobre 1993 portant réorganisation de l'Institut Pédagogique National (IPN).*

ARTICLE PREMIER - L'Institut Pédagogique National (IPN) établissement public à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation Nationale est réorganisé conformément aux dispositions suivantes :

ART. 2. - L'Institut Pédagogique National a pour mission :

- 1 d'organiser, de coordonner, de promouvoir et d'évaluer les activités d'études et de recherches fondamentales et les appliquer dans le domaine pédagogique en vue d'une évaluation continue du système éducatif pour en améliorer les performances.
- 2 d'élaborer, de produire, d'expérimenter, d'évaluer, d'imprimer et de diffuser, à titre gratuit ou onéreux, les manuels scolaires ainsi que les matériels et moyens didactiques ;
- 3 d'assurer la formation continue des enseignants de l'enseignement fondamental, secondaire et technique et des inspecteurs en cours d'emploi par l'organisation de stages, séminaires, colloques ou toute autre action nécessaire à l'information, la formation et le perfectionnement de ces personnels, en collaboration avec les directions d'enseignement, l'inspection générale de l'enseignement secondaire et technique et l'inspection de l'enseignement fondamental ;

- 4 de procéder, en collaboration avec l'inspection générale de l'enseignement technique et l'inspection de l'enseignement fondamental, à l'évaluation des pratiques pédagogiques en vue d'améliorations nécessaires ;
- 5 de promouvoir les méthodes appropriées et modernes tels que la télévision, le radiodiffusé ou tout autre moyen programmé, les techniques de collaboration avec les enseignants concernés ;
- 6 de participer à l'évaluation de l'enseignement ;
- 7 de proposer au ministère de l'Éducation Nationale toute mesure relative au niveau de l'enseignement ;
- 8 d'aider à la lutte contre l'analphabétisme.

ART. 3. - L'Institut Pédagogique National a pour tâche de produire, à vendre sa production pour alimenter le fonds de concours créé par le décret 88.055 en date du 15/01/88.

ART. 4. - L'Institut est administré par un conseil d'administration, un comité de délibérant et un organe exécutif.

ART. 5. - L'organe délibérant de l'Institut Pédagogique National est le conseil d'Administration est composé de :

- un président ;
- deux membres ;
- le représentant de l'État en tutelle ;

- \* le représentant du ministère chargé des Finances ;
- \* le représentant du ministère chargé du Plan ;
- \* le directeur du Commerce Intérieur, représentant le ministère chargé du Commerce ;
- \* le représentant du ministère chargé de l'Orientation Islamique ;
- \* le directeur de l'Enseignement Supérieur ;
- \* le directeur de l'Enseignement Secondaire ;
- \* le directeur de l'Enseignement Technique ;
- \* le directeur de l'Enseignement Fondamental ;
- \* le directeur de la planification et de la coopération ;
- \* l'inspecteur général de l'enseignement secondaire et technique ;
- \* l'inspecteur chargé de l'enseignement fondamental ;
- \* un représentant du personnel de recherche et de conception de l'Institut ;
- \* un représentant du personnel auxiliaire de l'Institut.

ART. 6. — Les membres du conseil d'administration sont nommés par décret sur proposition du ministère de l'Intérieur de l'Institut pour une durée de trois ans au terme desquels leur mandat doit être renouvelé. Lorsqu'un membre du conseil d'administration aura, au cours de son mandat, perdu la qualité en raison de laquelle il avait été nommé, il sera procédé à son remplacement pour le temps restant à courir. Les fonctions de membres du conseil d'administration sont rémunérées conformément aux dispositions de la législation en vigueur.

ART. 7. — Le conseil d'administration se réunit en session ordinaire trois fois par an sur convocation de son président ou lorsque la moitié de ses membres, au moins, en adresse la demande au président. Il peut se réunir en session extraordinaire à condition que ces réunions soient approuvées au préalable par le ministre de Tutelle. Le conseil d'administration ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres assiste à la réunion. En cas de partage de voix, celle du président est prépondérante. Un registre de délibération du conseil sera tenu et devra, avant toute utilisation, être coté et paraphé par le président du conseil d'administration.

**ART. 8. -** Le conseil d'administration, d'une façon générale, délibère sur toutes les questions portant sur la gestion et l'administration de l'IPN. Il a notamment pouvoir :

- d'approuver le règlement intérieur de l'Institut :

de fixer les modalités de fonctionnement des personnels de direction conformément aux dispositions de la loi de 1983, d'examiner et d'adopter le budget de gestion financière, d'arrêter le budget de fonctionnement préparé par la direction, d'approuver l'organisation pédagogique de l'école, de donner son avis sur les projets de délibération concernant l'organisation des activités organisées par l'école, de contrôler l'exécution des décisions arrêtées par celle-ci, de donner son avis sur l'autorité de tutelle.

ART. 9. Le conseil d'administration un comité de gestion obligatoirement le président et le suivi permanent de la mise en œuvre des directives du conseil.

ART. 10. Le secrétariat est assuré par la direction conformément à l'article 19 août 1990.

**ART. 11.** Le secrétariat a pour tâche de tenir le registre et dresser les procès-verbaux.

**ART. 12.** Pour toutes l'orientation de la recherche à la planification des relations avec les établissements de conception pédagogiques l'Institut est assisté d'un conseil pédagogique National.

**ART. 13.** - Le conseil p  
définition des programme  
à l'établissement des  
pédagogique et contrôl  
scientifique des travail  
Pédagogique National. E  
coordination aux différen

- de la méthodologie des actions engagées
- de la recherche adaptée.

**ART. 14 - Le conseil pédagogique :**  
*Président :* Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.  
*Vice-président :* Le ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche.



Les attributions des chefs de ces départements seront précisées par arrêté portant règlement intérieur de l'IPN.

ART. 21. - L'agent comptable est chargé de l'exécution des recettes et dépenses et de la tenue des comptabilités conformément aux règles de la comptabilité publique.

Il est nommé par arrêté du ministre des Finances et justiciable de la Cour des Comptes.

ART. 22. - Les conseillers pédagogiques de l'Institut Pédagogique National, eu égard aux fonctions qu'ils exercent, sont assimilés aux inspecteurs de l'enseignement secondaire général et technique et bénéficient des mêmes avantages que ceux-ci.

Ils sont recrutés parmi les professeurs ou les inspecteurs d'enseignement fondamental ou secondaire selon des critères, qui prennent en compte :

- la note administrative ;
- la note pédagogique ;
- les diplômes ;
- l'ancienneté des services d'enseignement, d'administration et de recherche.

Les conseillers doivent passer en outre une période d'essai d'une année. A l'issue de cette période d'essai ils peuvent être nommés conseillers pédagogiques par le directeur au vu d'un rapport favorable du chef de département concerné faisant le point de leurs activités.

ART. 23. - Le personnel de recherche, le personnel des services administratifs, des services techniques d'imprimerie, des services financiers et généraux, pouvant comprendre des fonctionnaires titulaires, des fonctionnaires détachés et des agents auxiliaires, peuvent être retribués sur le budget de l'Institut et sont administrés par le directeur, suivant les dispositions fixant le régime des établissements publics, la réglementation en vigueur et les modalités particulières qui peuvent être précisées par les délibérations du conseil d'administration.

ART. 24. - Le directeur de l'Institut peut confier, dans les limites autorisées par le conseil d'administration, partie ou totalité d'un programme ou permettre la participation à un programme, à des enseignants, des chercheurs ou des spécialistes nationaux ou étrangers qui pourront éventuellement être retribués, à titre exceptionnel et pour un délai donné, sur le budget de l'Institut.

Les conventions et contrats de travaux ou d'études passés par l'Institut dans le cadre de sa mission sont signés au nom de l'Institut par son directeur.

ART. 25. - La comptabilité de l'Institut doit être tenue selon les règles de la comptabilité publique et conformément au plan comptable approuvé par le ministère chargé des Finances.

L'exercice financier s'étend entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre.

ART. 26. - Le contrôle de l'Institut est exercé par un commissaire désigné spécialement à cet effet et chargé des Finances. Le commissaire aux comptes assiste aux réunions du Conseil d'Administration. Celui-ci examine son rapport.

ART. 27. - L'Institut Pédagogique National dispose des ressources suivantes :

- 1 - *Ressources Ordinaires* :
  - a - subventions de l'Etat ;
  - b - recettes propres de l'Institut ;
  - c - produits de la vente de documents et de prestations de services ;
- 2 - *Ressources Extraordinaires* :
  - a - subventions de particuliers et d'étrangers ou de personnes privées ;
  - b - dons et legs ;
  - c - d'organismes internationaux ;
  - d - toutes autres ressources.

ART. 28. - Les recettes des publications et manuels de l'Institut Pédagogique National sont affectées à l'édition scolaire par décret 88.055 du 5 mai 1988.

ART. 29. - Les dépenses comprennent tous les frais de fonctionnement de l'établissement.

- les emoluments du personnel ;
- les frais d'équipement, mobiliers et immobiliers ;
- les frais de mission, déplacement, les frais d'entretien ;
- les dépenses de fonctionnement des programmes ;
- les frais de fonctionnement des services ;
- les frais de fonctionnement de l'enseignement Scolaire et des Centres Régionaux ;
- toutes autres dépenses liées aux activités de l'Institut Pédagogique National.

ART. 30. - Conformément aux dispositions de l'article 20 de l'ordonnance 90.09 du 4 avril 1990, le ministre de Tutelle dispose du pouvoir de substitution en ce qui concerne l'inscription de dettes exigibles et charges obligatoires de l'Institut. Le budget annuel de l'Institut ainsi que les bilans et comptes financiers sont approuvés conjointement par le ministre chargé de la Tutelle et le ministre chargé des Finances.

Ils exercent conjointement les pouvoirs d'autorisation, de suspension et d'annulation en ce qui concerne :

- l'acceptation et le refus des dons et legs ;
- l'achat, l'aliénation et l'échange des biens immobiliers ;
- les emprunts, l'octroi d'avaux ou de garanties.

ART. 31. - En dehors des cas prévus à l'article précédent, les délibérations du conseil d'administration peuvent être frappées d'opposition par l'autorité de tutelle dans un délai de quinze jours à compter de la réception du procès-verbal desdites délibérations.

Les délibérations du conseil d'administration deviennent exécutoires à la suite de la réception de l'avis de non opposition ou l'expiration du délai de quinze jours précité si aucune opposition n'a été formulée.

ART. 32. - L'organigramme et le règlement intérieur de l'IPN sont approuvés par le conseil d'administration et arrêtés par le ministre de l'Education Nationale, chargé de la Tutelle. Le directeur prend le cas échéant par décisions, notes de services et circulaires les mesures nécessaires à leur exécution.

ART. 33. - Toutes dispositions contraires à celles du présent décret, à celles des décrets n° 74.131 du 3 avril 1979 et 87.245 du 15 mai 1987 sont abrogées.

ART. 34. - Le ministre de l'Education Nationale, le ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera enregistré et publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### ACTES DIVERS

*ARRÊTE n° 419 du 21/7/1990 modifiant l'arrêté portant nomination de l'Institut Supérieur Scientifique de la Région de Nouadhibou.*

ARTICLE PREMIER. - Les dispositions du décret n° 21/7/1990 sont modifiées à compter du 1er septembre 1993 ainsi qu'il suit :

1- Chef du service :

Sagna Ousmane

remplacement de :

- Chef du service :

Abderrahim

linguistique en

Khalidou

Chef du service :

Ould Abdou, en

remplacement de :

Moustapha, approuvé

Le reste sans changement.

ART. 2. - Le présent arrêté sera enregistré au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

*ARRÊTÉ n° R - 131 du 20 septembre 1993 portant création d'une commission mauritanienne consultative des Musées (CMCM).*

ARTICLE PREMIER. - Il est créé une commission consultative chargée des musées et dont la composition et les objectifs sont fixés par les dispositions du présent décret.

ART. 2. - Cette commission a pour objectifs :

- 1- concevoir une politique consciente dans le domaine des musées, conformément aux valeurs authentiques de la société et aux réalités historiques ;
- 2- de proposer les moyens adéquats en vue de :
  - a- la collecte, la conservation, l'enregistrement, la description et l'exploitation du patrimoine en musée ;

b- la promotion internationale ;

- la recherche ;

les activités ;

- les divers ;

disponibles ;

3- la coordination ;

gouvernemental ;

intéressées nati-

vue d'enrichir ;

expérience dans ;

dimension hist-

hautement impr-

état moderne ;

4- proposer, l'e-

spécialisation c-

nationaux sup-

d'assurer la

professionnels c-

- 5- veiller à la création de divers musées spécialisés sur toute l'étendue du territoire national à savoir : musée marin, musée industrielle, musée agro pastoral, musée naturel etc..
- 6- veiller à la publication d'un périodique spécialisé axé sur les divers problèmes méthodiques rencontrés par les chercheurs dans ce domaine en vue d'une présentation globale et exhaustive de cette discipline.

ART. 3. - Le président et les membres de la commission consultative des musées sont nommés par arrêté, sur proposition du directeur de l'Institut mauritanien de recherche scientifique.

ART. 4. - Le directeur de l'Institut Mauritanien de Recherche Scientifique est chargé de l'application du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### ACTES DIVERS

*DÉCRET 93- 103 du 5 octobre 1993 portant nomination de certains fonctionnaires et agents auxiliaires au Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique.*

ARTICLE PREMIER : Sont nommés à compter du 19 août 1992 au Ministère de la Culture et de l'Orientation Islamique :

#### CABINET DU MINISTRE :

*Conseiller :* Nag  
précédemment S  
Commission Nati  
Science et la Cult  
Mohamed Abderra  
, professeur, matr  
*Contrôleur des*  
Khatthry oul  
matricule 53535P

#### ADMINISTRAT

*Directeur*  
*Islamique Le-mrad*  
professeur 22998N  
- *Chef de service*  
Youba ould Ch  
matricule 25223Q  
- *Chef de service d*  
Cheikh ould Ch  
matricule 27030E

#### DIRECTION I

*Directeur Adjoint*  
- *Secrétaire Gene*  
*Nationale pour l*  
*Culture* : Ahme  
professeur matric

#### DIRECTION II

- *Chef de service de*  
*de la propriété*  
Moctar ould Sid'A

ART.2. - Le présent décret  
Officiel de la République I

#### Secrétariat d'Etat Chargé de l'Etat - Civil

#### ACTES RÉGLEMENTAIRES

*ARRÊTÉ n° R - 140 du 10 octobre 1993 fixant les attributions des coordinateurs régionaux.*

ARTICLE PREMIER : Il est créé au niveau de chaque wilaya une coordination régionale à la tête de laquelle est placé un coordinateur régional.

ART. 2. - Le coordinateur régional est placé sous l'autorité du Wali. Il est nommé par le Secrétaire d'Etat chargé de l'Etat - Civil. Il a le rang de chef de service régional.

ART. 3. - Le coordinateur régional a la qualité d'agent d'état - civil. Il prête serment devant le tribunal de la wilaya de son ressort avant de prendre ses fonctions.

ART. 4. - Il est chargé, à ce titre, de :

- 1- coordonner l'activité des centres d'état - civil de son ressort et assurer la liaison entre ces centres ;

- 2- diffuser la législation en matière d'état - civil et les directives du sec
- 3- assurer la distribution des imprimés d'état - civil et en assurer le service et le conserv
- 4- veiller à la bonne tenue des officiers et agents
- 5- superviser le recensement des fins d'état - civil ;
- 6- encadrer, superviser et le perfectionnement civil au niveau communal ainsi que le recrutement pour l'exécution



- 7 - représenter l'administration chargée de l'état - civil devant les juridictions de son ressort pour les contentieux relatifs à l'état - civil ;
- 8 - recevoir les jugements déclaratifs de naissance, mariage et décès rendus par les tribunaux des moughataas et engager les recours éventuels ;
- 9 - recevoir et conserver les spécimens de signature des officiers et agents d'état - civil ainsi que le personnel de santé intervenant dans le domaine de l'état - civil ;

- 10 - assurer d'une façon régulière la supervision du secrétariat d'état - civil, la supervision et la mise en œuvre de la réforme de l'état - civil de son ressort ;
- 11 - entreprendre toute action de coopération et d'animation en matière d'état - civil ;

ART. 5. - Le présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

### Délégation Générale chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion

#### ACTES DIVERS

*ARRÊTE n° 421 du 3 octobre 1993 portant nomination du président et des membres de la commission départementale des marchés de la Délégation Générale chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion.*

ARTICLE PREMIER - La commission départementale des marchés de la Délégation Générale chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion est constituée ainsi qu'il suit :

*Président :*

Mohamed ould Mohamed El Moctar, directeur administratif et financier.

*Vice - président :*

Mohamed Abdallahi ould Khattra, directeur de l'Emigration ;

*Membres :*

Mohamed ould Brahim, directeur des Programmes ;  
Coulibaly Hamadi, chef de service de suivi des projets ;

- Mohamed Abderrahmane ould Mohamed, chef de service de la Traduction ;
- El Hacem ould Mohamed, chef de service des marchés de l'étranger ;
- Mohamed Lemine ould Mohamed, chef de service de la formation ;

ART. 2. - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires au présent arrêté. Les dispositions relatives à l'arrêté de nomination du président de la commission départementale des marchés de la délégation générale chargée des Mauritaniens à l'Etranger et de l'Insertion.

ART. 3. - Le directeur administratif et financier chargé de l'exécution du présent arrêté est publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.